

Egalité hommes-femmes : des comparaisons sans raison

Autor(en): **Simioni, Olivier**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1648

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013554>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Des comparaisons sans raison

Un rapport du World Economic Forum accable la Suisse. Mais des problèmes méthodologiques entachent sa crédibilité.

«**L**a Suisse, moins bonne que la Chine!». Telle est, grossièrement résumée, une des conclusions que l'on a tirée du rapport que vient de publier le World Economic Forum (WEF) concernant les inégalités hommes-femmes dans le monde. Le tout repris aveuglément par une bonne partie des médias romands. La Chine étant devenue une sorte de référence obligatoire dans les débats récents, ce type de slogans va certainement s'inviter dans les conversations pendant quelques temps. Mais est-ce rendre service à une cause importante que de lancer des affirmations dont la crédibilité n'est pas le point fort?

Le rapport du WEF est construit sur la base de cinq indicateurs. Deux sont économiques, un politique, un lié à l'éducation et le dernier à la santé et au bien-être. La Suisse se voit attribuer la 34^e place sur 58, loin derrière les inévitables pays scandinaves mais également derrière la Colombie et la Chine. C'est bien entendu une source d'inquiétude majeure pour de nombreux commentateurs. On peut toutefois émettre quelques réserves sur un jugement biaisé.

Des indicateurs peu fiables

Tout d'abord, si l'on tenait compte des pays manquant dans la statistique (les pays retenus étant majoritairement européens), on peut penser que la Suisse aurait probablement passé à la 40^e place sur 150 ou 200. C'est à peine rassurant mais cela permet de se situer au-dessus de la moyenne. D'autre part, imaginons que la Suisse gagne un ou deux points (l'échelle va de 1 à 7, multiplié par cinq indicateurs, total maximum possible de 35), par exemple dans le domaine de l'éducation où elle est particulièrement mal notée. Elle est effectivement classée au 49^e rang, derrière la Malaisie, la Jordanie ou le Bangladesh. Ce dernier a pourtant un taux d'alphabétisation des femmes de plus de quinze ans dépassant à peine 30%, alors qu'il est de 50% pour les hommes, selon le rapport du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) cité plus bas. Elle serait alors tout bonnement passée à la 26^e ou à la 18^e place. On aura deviné que le classement est hypersensible aux variations d'un point glané ici

ou là, ce qui est gênant si l'on veut être rigoureux. On ne parlera même pas de la pondération des différents indicateurs.

Le classement des sexes

Toutefois, le plus problématique se situe dans la contradiction entre les conclusions générales du rapport du WEF et de l'une de ses sources principales déclarées, le *Rapport mondial sur le développement humain 2004* du PNUD. Plusieurs indicateurs spécifiquement consacrés au «genre» sont proposés dans ce dernier rapport dont deux permettent de créer des classements. Le premier, est un «Indicateur sexospécifique du développement humain» (*Gender-related development index*) tenant compte de l'espérance de vie, du taux d'alphabétisation et de scolarisation ainsi que du revenu. La Suisse se place 11^e sur 144 alors que la Chine est, par exemple, 71^e... Le second est un «Indicateur de la participation des femmes» (*Gender empowerment measure*) tenant compte de la participa-

tion politique mais aussi des positions d'encadrement au travail et des revenus. La Suisse se place 12^e sur 78.

Que faut-il conclure de tout cela? Que la Suisse, contrairement à ce que dit le WEF, est un Eldorado de l'égalité hommes-femmes? Certainement pas. Il reste d'immenses efforts à accomplir, à tous niveaux, et nous pouvons prendre exemple sur les autres pays dans bien des domaines. Mais ce n'est pas en utilisant des classements internationaux, faits de bric et de broc, que l'on fera avancer une cause qui mérite mieux et que l'on réussira à convaincre les plus réticents. os

World Economic Forum, *Women's Empowerment: Measuring the Global Gender Gap*, 2005. www.weforum.org/gendergap

Programme des Nations Unies pour le développement, *Rapport mondial sur le développement humain*, 2004. hdr.undp.org

Lutte de classe et réformisme

Pour son centième anniversaire, le parti socialiste du canton de Berne publie un intéressant volume rédigé en grande partie par des historiens et des politologues confirmés. Au total dix-huit auteurs et la présidente du PS bernois font revivre sur près de 300 pages les succès et les revers d'une des principales sections du PSS. Tout d'abord un éloge: tous les textes en allemand sont suivis d'un résumé en français, alors que le texte de François Kohler sur le parti socialiste jurassien, de ses origines à 1975, est résumé en allemand. Ne cherchons pas à résumer, mais relevons quelques chapitres marquants. Comme le texte sur Robert Grimm (1881-1958), ce typographe zurichois qui après un conflit à Porrentruy aboutit à Berne, y vécut et joua un grand rôle politique dès 1904. Un autre portrait est celui de Marie Boehlen (1911-1999). Fille de la campagne, elle a lutté toute sa vie: pour étudier, pour le droit de vote des femmes, pour une place en politique. Le résultat est connu, elle s'est imposée et une rue de Berne lui est maintenant dédiée. Mais il y a plus et même la critique n'est pas exclue. Un article est consacré au fossé idéologique et aux tendances à l'érosion de la base. Pour conclure, Rudolf Strahm se penche sur le présent et l'avenir du PS bernois. Deux chronologies sont consacrées à ce parti et à ce qui fut longtemps sa presse, principalement la *Berner Tagwacht*. Une importante bibliographie sera utile aux lecteurs désireux d'en savoir plus. En bref, ce volume devrait intéresser les militants socialistes, mais aussi tous ceux qui sont désireux de mieux connaître la vie politique suisse, maintenant que le parti socialiste est à la fois un parti gouvernemental et un parti historique. cfp

Le livre est disponible auprès du secrétariat du PS bernois.